



## Biens communs : le retour des solidarités

Christian Laval, sociologue

Le « commun » est une thématique qui renoue avec des traditions de pensée très anciennes.

Avec le livre *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Pierre Dardot et moi-même avons voulu nous demander d'une part quelles étaient les sources historiques de cette thématique du commun, et d'autre part comment cela pouvait constituer un principe alternatif à la rationalité néolibérale. Il s'est agi donc à la fois de faire une **archéologie du commun** et de dégager en même temps le commun comme **principe politique alternatif**.

Et nous avons voulu faire cela en lien avec notre analyse du néolibéralisme comme « **interdit de l'avenir** ». Car le néolibéralisme se pose comme un éternel présent, ses défenseurs répètent qu'il n'y a pas d'autre avenir possible, aucune alternative politique et économique envisageable : c'est le fameux « TINA » signé Margaret Thatcher : « There Is No Alternative ». Le seul changement toléré est celui qui s'inscrit dans le cadre de la concurrence généralisée : l'action publique est-elle-même inscrite dans le cadre de la compétitivité et aucune imagination n'est acceptable en dehors des logiques de la compétitivité. Notre objectif était donc de percer ce mur, cet interdit sur l'avenir, en nous appuyant sur les luttes, les expérimentations et les mobilisations contre cet interdit de l'avenir.

**Ce surgissement du commun, nous ne l'inventons pas.** Notre tâche n'est pas de sortir de notre cerveau des formules pour ceux qui sont engagés dans l'action ; ce n'est pas notre éthique du travail intellectuel. L'éthique convenable est celle formulée par Michel Foucault quand il dit que « les concepts viennent des luttes et qu'ils doivent y retourner ». C'est le mouvement altermondialiste qui a d'abord dégagé cette thématique des communs. Les intellectuels doivent reprendre ce qui se dégage des contenus et des pratiques pour définir des concepts, élaborer des théorisations, construire des récits historiques pour aboutir à de nouvelles pratiques dépassant le cadre du capitalisme.

Qu'est-ce alors que le principe du commun ? C'est le principe politique des luttes actuelles dirigées à la fois contre l'appropriation par le marché et par les institutions publiques dominées par les oligarchies qui les ont accaparées. C'est d'abord un principe de **démocratie directe**, de ressourcement démocratique par le bas, de réinvention de nouvelles formes d'expression populaire. Cette dimension démocratique implique, comme dans le mouvement des *Indignados*, une exigence de contrôle sur ceux qui ont un mandat électoral et une volonté de redonner consistance et efficacité à la participation politique. En outre, le principe du commun est un principe de **lutte contre l'appropriation des ressources** naturelles comme l'eau, les

ressources énergétiques, mais aussi des ressources produites dans le domaine de la connaissance, de la science, de l'information et de la production numérique. Ces deux axes nous indiquent que le commun est un principe d'**autogouvernement** et une exigence de lutte contre la propriété privée et pour **l'usage commun, l'usage collectif des ressources**. Ce qui est intéressant, c'est **l'articulation de ces deux dimensions de l'autogouvernement et de l'usage commun**.

Ces mouvements, ces pratiques, ces luttes qui se réclament du commun cherchent à dégager un espace **contre le marché et l'État**. Car les choses ne se posent plus aujourd'hui suivant la vieille opposition du marché et de l'État. Le commun surgit après l'échec du communisme d'État en général et l'échec du communisme soviétique en particulier. **L'issue qui s'offre aux luttes et aux pratiques émancipatrices ne peut plus être l'issue étatique. Donc l'opposition à l'extension du marché doit passer par d'autres voies que celles de l'État.**

Ce principe démocratique élémentaire qu'est le principe du commun a toute une histoire : c'est l'un des plus vieux mots de l'histoire occidentale, Benveniste le repère déjà dans le monde indo-européen où il appartient au registre du don et du contre-don.

Étymologiquement, « commun » a pour origine latine *cum-munus*, c'est-à-dire la « co-charge », le devoir réciproque que chacun doit à l'autre. C'est, en d'autres termes, **l'obligation politique que les habitants d'une communauté ont les uns à l'égard des autres**, et qui se dégage d'un intérêt collectif (et qu'on retrouve dans les expressions « intérêt commun » et « bien commun »).

Ressort d'une vie collective capable de dégager un bien commun, le commun a donné aussi le mot essentiel de « commune ». La commune, au Moyen Âge, c'est le moment où s'affirme une souveraineté populaire et une autonomie démocratique contre le pouvoir des seigneurs. C'est ce vieux fond qui a été revivifié au XIX<sup>e</sup> par la Commune de Paris et le communalisme des communards. Il faut aussi bien sûr faire remonter le commun à des sources philosophiques grecques très importantes comme Aristote qui pensait l'espace politique de la Cité comme la mise en commun des pensées et des actions.

**Les altermondialistes ont donc renoué avec une histoire ancienne qui a été recouverte par la logique marchande mais aussi par la logique étatique de l'administration bureaucratique des sociétés.** Il est important de faire ces liens, de renouer ces liens avec les créations du passé.

Cette thématique du commun permet aussi de reposer la question du communisme à nouveaux frais. Est-ce que le commun du communisme historique n'a pas été un commun en réalité créé par l'État ? Le bon communisme est-il pour autant le communisme religieux, celui auquel pensaient les communistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle qui se réclamaient très ouvertement du communisme chrétien ? Ce communisme de la communauté des biens qui a été très vertement critiqué par les socialistes comme Proudhon.

Ce réinvestissement des « communs » et des « *commons* » (qu'on traduit en français par « communaux ») est très certainement différent de ces anciennes formes de communisme. Il faut se demander comment ce terme a été réinvesti dans la période contemporaine. Il est en fait le produit de foyers multiples en Amérique latine, en Espagne, aux États-Unis, en Italie et c'est sans coordination réelle entre ces différents foyers que le terme de « communs » a fini par se cristalliser par analogie, par métaphore, par condensation pour donner une nouvelle vie à ce terme.

Pour revenir aux communaux, ce sont ces pratiques d'usage collectif présentes dans le droit

coutumier à l'intérieur du droit féodal, qui permettaient aux communautés paysannes de survivre par le ramassage, le glanage, en limitant le droit de propriété privée et qui se sont maintenues jusqu'à l'époque bourgeoise. À la fin du Moyen Âge, ces communaux ont été détruits par l'établissement extensif de la propriété privée qui a interdit l'accès, l'usage et la jouissance de ce qui se trouve dans la forêt, la rivière, etc. Les grands historiens des campagnes anglaises que ce soit Thomas More dans *Utopia*, Marx dans le Livre I du *Capital* ou Polanyi dans *La Grande Transformation* ont tous fait le récit de ce **mouvement d'enclosures des communaux** qui a conduit à la révolution agricole moderne. Aux sources même de la société capitaliste, il y a ce mouvement de clôture ou d'enclosure.

Ceux qui se sont engagés ces deux dernières décennies contre la grande réappropriation néolibérale des ressources ont réinvesti cette histoire et ont reconstruit une mémoire jusqu'à faire penser qu'on vivait à nouveau un grand mouvement d'enclosures. Les mouvements altermondialistes et écologiques ont notamment porté la thématique des communs en reprenant ce récit traditionnel de la violence à la fois appropriatrice et expropriatrice du capitalisme.

[Nous ne sommes pas forcément en accord avec cette vision car nous considérons que le néolibéralisme contemporain ne consiste pas tant dans la réédition d'un mouvement d'enclosures mais dans la rationalité politique de l'État qui étend le mécanisme de la concurrence à toutes les sphères de la vie, y compris dans les sphères non-économiques. Le néolibéralisme ne se confond donc pas avec la violence pure du marché, mais c'est l'alliance du public avec le privé, celle d'un État qui étend sans limite la forme-marché à l'ensemble des aspects de l'existence].

Mais ces luttes altermondialistes et écologiques ont cependant permis le branchement important entre les luttes des communautés traditionnelles contre la destruction de leur territoire et de leur environnement et les pratiques nouvelles collaboratives et coopératives dans le domaine d'internet que l'on appelle les « communs de la connaissance ». Ces pratiques permettent d'instituer les communs de la connaissance contre la législation étatique ou la capture par les grandes plateformes numériques capitalistes. Ce qui importe le plus est l'objectivité de ces mouvements qui ont créé un champ nouveau et à partir de réalités pourtant très diverses leur ont donné une force symbolique commune donnant une impulsion et permettant de construire progressivement une **identité politique commune**.

Dernier point que je veux souligner : il n'y a pas de mouvements de ce genre sans point d'appui trouvé dans des recherches économiques et juridiques, et la nouveauté de ces mouvements c'est la jonction entre des praticiens et des théoriciens, comme par exemple Ostrom qui a obtenu le « prix Nobel » d'économie (c'est-à-dire le prix de la Banque de Suède) pour son enquête sur la gestion collective des ressources communs et en mettant l'accent sur le caractère d'**institution des communs, communs qui ne peuvent se perpétuer dans le temps qu'en obéissant à des formes modifiables par des règles démocratiques**.

C'est ce fil de l'institution des communs qu'on a voulu tirer en définissant le principe du commun comme une **voie révolutionnaire de transformation de la société**. Car ce que nous entendons par « révolution », c'est le fait pour une société de se recréer, et cela ne peut pas se faire selon nous par une conversion idéologique, par le haut et par l'État, mais par **la création ouverte et différenciée d'institutions multiples selon le type de ressources à produire et à distribuer**.

C'est à partir de ce point là qu'on arrive à l'économie sociale et solidaire (ESS) avec une question : **dans quelle mesure peut-on constituer un espace de pratiques, d'outils de gestion, de ressources doctrinales dans le champ de l'ESS qui pourrait devenir une des composantes de cette révolution du commun** qui a commencé depuis quelques années

mais qui est recouverte par la puissante machine néolibérale ?

---

## Jean-Louis Laville, sociologue

Je veux revenir essentiellement sur trois points :

1/ Le lien entre l'histoire de l'ESS et les communs

2/ Pourquoi il y a cette réémergence des communs

3/ Pourquoi cela nous amène à repenser le changement démocratique

### 1/ Le lien entre l'histoire de l'ESS et les communs

La possibilité de changement dans l'ESS suppose qu'elle revisite son histoire. L'histoire qu'on en fait généralement est **trop linéaire** : c'est une histoire dans laquelle il y aurait eu d'abord des pratiques marginales, puis une reconnaissance juridique qui aurait elle-même permis à une économie sociale de se consolider et à laquelle se serait finalement agrégée une économie solidaire. **C'est là une histoire bien trop linéaire, qui gomme les aspérités, les tensions, et ne permet pas de comprendre ce qui s'est véritablement passé.**

**L'histoire de l'ESS et du commun passe par celle de l'associationnisme des années 1820-1840.** Cette tentative de l'associationnisme n'est pas comme on a voulu le faire croire une sorte d'utopisme naïf : c'est **la tentative d'étendre le principe de l'égalité dans la condition de travail et la vie quotidienne.** Cela consiste à prendre appui sur la solidarité (et non sur la charité), sur l'action de citoyens libres et égaux, sur le commun et sur l'action collective **pour se défaire en même temps des tutelles capitalistes et des modes de vie traditionnels.**

L'associationnisme visait à **poursuivre le principe de l'égalité en une forme de vie.** Il fallait pour cela interroger les inégalités et trouver les formes de vie permettant de vivre selon le principe de l'égalité en changeant certaines manières de vivre. Cela s'est transformé dans le temps en **quelque chose de beaucoup plus restreint.** L'histoire qui voit dans la mise en place des statuts juridiques des organisations issues de l'associationnisme un aboutissement lié au progrès d'une reconnaissance juridique est trop linéaire. **Ces pratiques ont en effet été admises juridiquement à condition de renoncer à leur dimension politique,** à condition d'évacuer leur spécificité selon laquelle elles étaient à l'articulation de la sphère économique et de la sphère politique. L'articulation politico-économique a été rabattue sur une dimension morale et **la question politique de l'appropriation a été réduite à la question des statuts de la propriété,** comme si le fait de passer à une forme de propriété collective suffisait à garantir le changement...C'est l'idée fausse qu'il suffisait de passer à la forme de la propriété collective pour réussir sur le marché et contre le marché...

### 2/ Pourquoi il y a cette réémergence des communs

C'est en réalité le contraire qui s'est produit : c'est le marché qui a gagné contre les organisations collectives. Le domaine d'activité de l'économie sociale et solidaire **a perdu sa force instituante d'association** (pour reprendre le vocabulaire de Christian Laval) dans la rigidification d'un petit secteur non capitaliste, **impuissant parce qu'il est enclavé et de plus en plus clientéliste.**

La première chose qui doit être faite par l'ESS, c'est donc une relecture critique de son histoire, une relecture des tensions qui font que cette histoire n'est pas un long fleuve tranquille selon quoi cela serait devenu un domaine progressivement stabilisé.

De la même façon que pour les communs, Ostrom part trop de l'économie standard [en disant que les communs viennent se juxtaposer aux côtés du marché et de l'État comme troisième forme possible de gestion des ressources économiques mais sans les remettre en cause][4], **ceux qui font l'histoire de l'ESS comme un troisième secteur qui viendrait s'ajouter aux institutions économiques principales du marché et de l'État** (c'est de là que vient la thématique du « tiers secteur ») **en édulcorent profondément les origines politiques**. Avec cette manière dominante de raisonner, le marché reste la forme normale de faire de l'économie, l'État intervient dans un certain nombre de cas où le marché n'est pas adapté, et le tiers secteur intervient dans les rares cas où ni le marché ni l'État ne sont adaptés...

Le passage de la thématique du « tiers secteur » à celle de « l'ESS » doit au contraire permettre de faire advenir une **véritable diversité institutionnelle qui soit un facteur de respiration**, et non un résidu marginal.

Pour cela, il faut sans doute commencer par reprendre les questions critiques que l'économie solidaire a posées à l'économie sociale :

- Il ne suffit pas d'une organisation collective, encore faut-il savoir ce que produit cette organisation collective. **La finalité de la production** avait donc été négligée au profit des questions de fonctionnement interne. Depuis les années 1980 au contraire, on voit des coopératives se réinterroger sur la finalité de leur production.
- Il faut ensuite **renouer avec la dimension publique de ces entreprises**. L'association n'est pas privée, un groupe comme une association se forme pour faire advenir des **problèmes publics**, en faisant ressortir dans l'espace public ce qui était resté caché. On ne peut pas considérer que dans l'ESS on a simplement affaire à des entreprises ; les dimensions politiques et économiques de ces organisations sont indissociables.
- Si on veut donc articuler le changement politique et le changement économique, on ne peut pas s'enfermer dans la question de la réussite sur le marché ; il faut au contraire **considérer le rôle que peut jouer la réciprocité dans un certain nombre de pratiques économiques**. La réémergence des communs doit donc s'étendre à l'ESS si on ne veut pas qu'elle se contente de cette place résiduelle en rouvrant véritablement la question de la diversité institutionnelle.

### 3/ Pourquoi cela nous amène à repenser le changement démocratique

Il faut enfin repenser à nouveaux frais la manière d'envisager le changement démocratique. Cela me fait d'abord penser à un livre qui vient de sortir sur *Le tournant de la théorie critique* dirigé par Bruno Frère. **La théorie critique a en effet oublié l'émancipation au profit de la critique de la domination**. La théorie critique fournit ainsi une critique radicale d'une situation radicalement immuable, car pour elle, les expérimentations émancipatrices ne sont jamais assez radicales, ne sont jamais assez « pures »... Cette logique des grandeurs est particulièrement marquée en France pour des raisons culturelles. Alors **arrêtons de demander à la moindre expérience de renverser le système à elle toute seule** ! Il faut repartir des expériences mêmes modestes pour voir en quoi elles pourraient se consolider, s'agréger à d'autres. Il s'agit de faire une critique qui soit sensible aux émergences pour ne pas procéder à une invalidation systématique de ces expériences. Mais il faut étudier de près chaque situation. Pedro Hespanha rappelait ici même il y a quelques jours qu'au Portugal au XIX<sup>e</sup> encore 20% des terres relevaient des communs, mais dans un monde marchandisé, ce commun hérité a du mal à se maintenir. C'est en ce sens aussi que l'ESS peut être utile : en aidant à construire les structures qui vont permettre aux expériences du commun de se maintenir, et en ce sens il y a une complémentarité entre ESS et communs. En somme, ce sont ces trois tâches qui me

semblent les plus urgentes : revisiter l'histoire de l'ESS en voyant que l'histoire de son institutionnalisation va de pair avec une forme de renoncement politique, comprendre la résurgence des communs depuis cette marginalisation résiduelle de l'ESS, et enfin repenser le renouveau démocratique en développant les expériences qui existent déjà et en couplant tradition et invention émancipatrice.